

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 661 DU 25 SEPTEMBRE 2012

1801/2012 : 211^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« La société est comme un navire ; tout le monde doit contribuer à la direction du gouvernail. »

Henrik Ibsen

Suivez Nous sur }
facebook

**OUVERTURE
DE LA 67^e ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DE L'ONU**

**SUPPRIMER
LE CARCAN
DE L' EUROPE**

À LA UNE

OUVERTURE DE LA 67^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La 67e session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies s'est ouverte mardi 25 septembre à New York. Plus de 200 chefs d'Etat, premiers ministres et ministres y participent. Tour d'horizon des principales questions au menu .

Syrie. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a affirmé mardi que le conflit syrien était un "désastre régional avec des implications mondiales" et a réclamé une action du Conseil de sécurité pour y mettre fin. "C'est une menace grave et croissante pour la paix et la sécurité internationales qui réclame l'attention du Conseil de sécurité", a-t-il ajouté. En raison des divergences entre les différents pays , aucune réunion formelle ne sera consacrée à ce conflit. Les dirigeants iraniens , occidentaux l'évoqueront dans leurs discours mais la Russie et la Chine, qui refusent une action du Conseil de sécurité sur la base du point de vue occidental depuis dix-huit mois, n'enverront à New York que des ministres. Le médiateur international Lakhdar Brahimi, qui a conclu sa première visite à Damas sans résultat apparent, n'a pas dévoilé de plan pour faire cesser les combats et assurer une transition politique. Il devrait avoir des consultations en marge de l'Assemblée. Le Conseil de sécurité organisera une session plus générale sur ce que les occidentaux s'ingénient à appeler le "printemps arabe".

Mali. La prise de contrôle du nord du Mali par des groupes liés à Al-Qaida s'est ajoutée à une pénurie alimentaire affectant 18,7 millions de personnes dans neuf pays, du Tchad à la Mauritanie. Ban Ki-moon a ainsi estimé que la "situation inquiétante" au Sahel rendait nécessaire un "effort coordonné" de la communauté internationale. "La crise au Sahel ne reçoit pas assez d'attention ni de soutien", a poursuivi le secrétaire général de l'ONU. Il a rappelé qu'il devait présenter une "stratégie intégrée" de l'ONU, combinant lutte contre le terrorisme ou le trafic d'armes et aide humanitaire et au développement. Le sommet devrait déboucher sur l'annonce par l'ONU d'une stratégie globale et de la nomination d'un

envoyé spécial pour le Sahel. Les pays d'Afrique de l'Ouest souhaitent aider le gouvernement malien à reconquérir le Nord en déployant une force panafricaine sous mandat de l'ONU. Mais le Conseil de sécurité n'est pas prêt à donner son accord sans connaître les modalités précises de l'intervention. Le rôle de la France dans cette dernière reste à préciser d'autant qu'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a récemment menacé d'exécuter les otages français détenus dans le nord du Mali en cas d'implication de la France.

Israël-Palestine. Ban Ki-moon a jugé que la porte à un règlement négocié du conflit israélo-palestinien était "peut-être en train de se refermer pour de bon" du fait notamment de la poursuite des implantations israéliennes en Cisjordanie. "La solution à deux Etats est la seule option viable, a-t-il dit. Le développement continu des implantations israéliennes en territoire palestinien occupé nuit gravement aux efforts en vue de la paix. Nous devons briser cette impasse dangereuse."

Iran. Ban Ki-moon s'est déclaré inquiet des menaces de guerre agitées ces dernières semaines par Israël et l'Iran autour du programme nucléaire de Téhéran. "Je rejette [...] les menaces d'action militaire d'un Etat contre un autre", a-t-il déclaré à la tribune, faisant allusion aux tensions entre Israël, qui menace de frapper préventivement des sites nucléaires iraniens, et Téhéran, qui conteste l'existence de l'Etat d'Israël. "De telles attaques seraient dévastatrices, a-t-il affirmé. La rhétorique de guerre assourdissante de ces dernières semaines est inquiétante et devrait nous rappeler la nécessité de solutions pacifiques et du respect total de la charte de l'ONU et des lois internationales". Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, qui doit quitter le pouvoir en 2013 après deux mandats, prononcera son dernier discours devant l'Assemblée mercredi. Cette année, les spéculations autour de frappes israéliennes sur les installations nucléaires iraniennes ont fait monter la tension et crispé les relations entre Israël et son allié américain. Les Occidentaux et Israël soupçonnent l'Iran de vouloir acquérir l'arme atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil, ce que Téhéran dément. Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie et Allemagne se concerteront jeudi sur ce dossier. Le même jour, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, prononcera un discours à l'Assemblée dans lequel il a promis de dire "la vérité sur le régime terroriste de l'Iran".

République démocratique du Congo (RDC). Kinshasa et des experts de l'ONU accusent le Rwanda, qui dément, de soutenir en RDC les mutins du mouvement M23. Ceux-ci ont établi selon l'ONU une "administration de fait" dans le Nord-Kivu (est de la RDC). Plus de 500 000

personnes ont été déplacées par les 17 000 hommes (Monusco) pour protéger les civils. Les présidents congolais et rwandais, Joseph Kabila et Paul Kagame, devraient participer jeudi à une réunion sur la RDC et plus largement la région des Grands Lacs. Les onze pays de cette région tentent, en vain jusqu'ici, de mettre sur pied une force "neutre" pour surveiller la frontière RDC-Rwanda. Une autre réunion, mardi, évoquera la traque des rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), présents en RDC, Ouganda, Centrafrique et Soudan du Sud.

Somalie. Beaucoup de pays du monde ont salué l'élection, le 10 septembre, du nouveau président Hassan Cheikh Mohamoud, aboutissement d'une transition politique complexe parrainée par l'ONU depuis 2000. Mais elles lui demandent d'agir vite pour empêcher son pays de replonger dans le chaos. Le Conseil de sécurité l'a notamment encouragé à intensifier la lutte contre les islamistes Chabab - qui ont tenté de l'assassiner deux jours après son élection et qui ont annoncé, lundi 24 septembre, qu'ils allaient "tuer un par un" tous les députés somaliens de la nouvelle Chambre désignée en août, à commencer par le député Mustafa Haji Mohamed, assassiné samedi. Une conférence sur la Somalie se tiendra mercredi, en présence du premier ministre britannique, David Cameron, et de Hillary Clinton. Selon l'ONU, deux millions de Somaliens affectés par la sécheresse et les combats incessants ont encore besoin d'une aide alimentaire, soit le quart de la population.

Yémen. L'ex-président yéménite, Ali Abdallah Saleh, qui a cédé sa place en février à Abd Rabbo Mansour Hadi après trente-trois ans au pouvoir, n'a pas renoncé à ses ambitions politiques. Le nouveau gouvernement fait aussi face à la menace d'Al-Qaida, dont les partisans sont fortement implantés dans le sud et l'est du pays. Au bord de l'effondrement économique, le pays a obtenu début septembre des promesses d'aide de 6,4 milliards de dollars (environ 5 milliards d'euros) lors d'une conférence de donateurs à Riyad, alors qu'il en réclamait presque le double. Une réunion des Amis du Yémen sera organisée jeudi par le Royaume-Uni et l'Arabie saoudite.

AUTRES QUESTIONS. Beaucoup d'autres questions seront débattues notamment l'affaire de Mayotte .

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

LA SUPPRESSION DU FARDEAU EUROPÉEN

Tout à leur empressement de rentrer dans les bonnes grâces des marchés, la quasi-totalité des pays de la zone euro ont mis sur pied de sévères plans d'austérité : coupes dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat, réduction du nombre de fonctionnaires, baisse des transferts sociaux, hausses de l'impôt sur le revenu et de la TVA. Le résultat - en partie revendiqué d'ailleurs par les partisans d'une purge salutaire - ne s'est pas fait attendre. La zone euro est en récession et connaîtra une quasi-stagnation l'année prochaine. Mais, loin de lever le pied, les gouvernements, pris au piège de leurs engagements budgétaires et voyant les 3 % du PIB s'éloigner, se trouvent obligés de remettre une couche d'austérité qui provoque une nouvelle dégradation des comptes publics. En Grèce, en Italie, au Royaume-Uni, les balances budgétaires ne montrent plus d'amélioration tangible. L'Espagne, à qui l'on vient d'accorder un an de plus pour tenir ses objectifs, n'arrivera probablement pas à respecter le plafond des 6,3 % cette année, pourtant déjà assoupli par rapport à la limite initiale de 5,3 %. Ce cercle vicieux, qui, loin de réduire la dette publique, continue joyeusement de l'alimenter. Le cas de la France est à cet égard exemplaire . Son budget 2013 a été établi sur la base d'une croissance de 0,8 % et exigera des économies budgétaires de 30 milliards d'euros. Mais si la croissance n'est que de 0,3 %, comme le présagent en moyenne aujourd'hui près d'une vingtaine d'économistes, le gouvernement devra trouver entre 7 et 14 milliards d'euros supplémentaires, au risque de plonger le pays dans une véritable récession avec sa kyrielle de nouveaux chômeurs. La Guadeloupe va donc se retrouver à participer à un effort qui n'est pas le sien et qui va entraver sa volonté de se développer . Elle est en effet partie intégrante d'une zone éloignée tant géographiquement qu'économiquement . Ceux qui dirigent notre pays ont encore une fois

fait preuve d'aveuglement et de médiocrité en faisant de nous un appendice de l'Europe . Ils nous ont fait perdre du temps.

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, SCIENCES

LES BOISSONS SUCRÉES FACTEUR DE SURPOIDS

Riches en calories, elles trompent le cerveau car elles n'offrent aucune sensation de satiété. Voilà des années que les nutritionnistes accusent les boissons sucrées de contribuer à l'épidémie mondiale d'obésité. Leurs craintes viennent d'être confirmées par la principale revue médicale internationale, le *New England Journal of Medicine*, qui publie trois études montrant le rôle direct de ces boissons dans la prise de poids, notamment chez les enfants et les adolescents. La première étude, réalisée au Boston Children's Hospital (États-Unis), mesure l'efficacité d'une intervention auprès de 110 adolescents obèses, filles et garçons, pour les aider à réduire leur consommation de boissons sucrées au profit de boissons light. Après un an, ces adolescents pesaient en moyenne 2 kg de moins que les jeunes du groupe n'ayant bénéficié d'aucun soutien. Cet effet ne s'est cependant pas maintenu dans le temps. Comme le soulignent tous les nutritionnistes, le principal effet négatif des boissons sucrées - sodas, limonades ou jus de fruits - est d'apporter une quantité importante de calories. «Dans un litre de soda, il y a l'équivalent de 20 sucres, soit 400 kilocalories», explique le Pr Jean-Michel Lecerf, à l'institut Pasteur de Lille. Or ces calories ne sont pas comptabilisées en tant que telles par le cerveau, qui les classe dans les apports hydriques. Ainsi, inconsciemment, un jus de pomme paraît moins calorique qu'une pomme. «Avec les boissons sucrées, les sensations de rassasiement et de faim sont brouillées», résume le Dr Laurent Chevallier, qui dirige une unité multidisciplinaire de médecine environnementale à Montpellier. Et le risque est identique avec les jus de fruits: «Les gens ne réalisent pas que dans un verre de jus de fruits, il y a du sucre et des calories», explique le Dr Arnaud Cocaul, nutritionniste et concepteur d'une application pour smartphone (KcalMe) qui permet de suivre au fil de la journée sa consommation de calories. La recommandation est donc de limiter au minimum - une canette par jour, par exemple, selon le Pr Lecerf - la consommation de boissons sucrées. L'idéal est de s'en tenir à la seule boisson utile à notre organisme: l'eau, surtout à l'heure des repas. Ou de remplacer les

boissons sucrées par des boissons édulcorées, qui n'apportent aucune calorie. C'est ce que montre la deuxième étude publiée dans le New England. Cette recherche conduite à l'université d'Amsterdam consistait à remplacer des boissons sucrées par des boissons «light» pour la moitié d'un groupe de 641 enfants âgés de 5 à 12 ans. Après un an et demi, ces derniers avaient pris en moyenne 7 kg là où leurs petits camarades avaient grossi de 8 kg. Une différence significative mais à considérer avec prudence, car un quart des enfants avaient abandonné l'étude en cours de route.

LA RÉVISION DES SDAGE

Une circulaire du ministère de l'Ecologie en date du 13 septembre 2012 fournit des instructions pour la prochaine consultation du public sur les questions importantes et le programme de travail relatifs aux futurs schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage). En application de l'article R. 212-6 du Code de l'environnement - transposant l'article 14 de la directive-cadre sur l'eau - le public doit en effet être consulté par les comités de bassin en métropole et dans les départements d'outre-mer du 1er novembre 2012 au 30 avril 2013. Cette consultation s'inscrit dans la perspective de la révision des Sdage et des programmes de mesures. Pour rappel, les Sdage couvrant la période 2016-2021 doivent être notifiés à la Commission européenne au plus tard le 22 décembre 2015. Les documents soumis à consultation décriront a minima le calendrier et le programme de travail indiquant les modalités d'élaboration ou de mise à jour du schéma directeur. La synthèse provisoire des questions importantes qui se posent dans le bassin en matière de gestion de l'eau devra également être soumise à consultation. Il appartient à chaque comité de bassin d'organiser cette consultation. Pour ce faire, le comité de bassin met l'ensemble de ces documents "à la disposition du public, pendant six mois au moins, dans les préfectures et au siège de l'agence de l'eau, où un registre est prévu pour recueillir toutes observations, ainsi que sur un site Internet". La circulaire préconise en outre l'information des maires et la mise à disposition des documents en les invitant à y participer et à en faire part à la population. Les comités de bassin devront par ailleurs recueillir l'avis des conseils régionaux, conseils généraux, chambres consulaires, conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, organes de gestion des parcs nationaux et des parcs naturels

régionaux, établissements territoriaux de bassin ainsi qu'éventuellement des comités de gestion des poissons migrateurs concernés.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES INTERNATIONALES

SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE MONDIALES

TOUPET DES OCCIDENTAUX ET BIENVEILLANCE DE L' ONU

Depuis quelques années , observer ce qui se passe aux Nations unies est devenu riche d'enseignements sur le fonctionnement de notre planète . Il est vrai que c'est devenu une mode chez les dirigeants politiques de venir au mois de septembre au siège de cette institution pour faire un exposé général de 15 minutes au maximum. Même les occidentaux généralement hostiles à l'assemblée générale qui leur a souvent imposé des objectifs qu'ils ne souhaitaient pas se prêtent à ce qui est devenu un rituel. Cette année la palme des énormités leur revient car ils n'ont toujours pas compris qu'ils ne sont plus les maîtres du monde même si ils continuent d'utiliser leurs réseaux financiers devenus mondiaux pour sanctionner et appauvrir ceux qui refusent d'être leurs vassaux . Plus de 120 dirigeants mondiaux sont venus à New York pour la 67e session de l'Assemblée, qui s'est ouverte mardi. Premier prix à l'oncle Tom OBAMA , le bounty , qui a déclaré qu'un "Un Iran doté de l'arme nucléaire (...) ferait peser des menaces sur l'existence d'Israël, sur la sécurité des pays du Golfe, et sur la stabilité de l'économie mondiale", a martelé le président américain. "C'est pourquoi les Etats-Unis feront ce qu'ils doivent faire pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire"."L'Amérique veut résoudre ce dossier par la diplomatie et nous pensons qu'il y a encore le temps (...) de le faire. Mais ce temps est limité", a-t-il averti. On se frotte les yeux après une telle déclaration : les états unis peuvent détenir l'arme atomique mais pas les autres surtout quand ils sont hostiles . Le deuxième prix est à décerner à FRANCOIS HOLLANDE le socialiste nouvellement élu en FRANCE qui a évoqué la Syrie, "la première des urgences", en renouvelant l'engagement de Paris à "reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, dès lors qu'il sera formé". Il a aussi demandé à l'ONU

de protéger "les zones libérées", tenues par l'opposition syrienne, et d'assurer "une aide humanitaire aux réfugiés". Lors d'une conférence de presse, il a dénoncé l'ingérence "inacceptable" de l'Iran qui "intervient par des moyens humains et matériels en Syrie". Si on comprend bien, la France peut envoyer des troupes en catimini et il est interdit à d'autres de le faire. Heureusement qu'il y a des pays à la puissance non négligeable qui s'opposent malgré les campagnes médiatiques hostiles des occidentaux à la remise en question des principes fondamentaux de la réglementation internationale. Toutes ces déclarations et menaces se font avec la bienveillance de la bureaucratie onusienne dirigée par BAN KI MOON. Nous profitons pour rappeler que ces donneurs de leçons occidentaux ne respectent jamais les résolutions de cette assemblée. Ainsi la France qui ne respecte au plan international que ce qui renforce ses intérêts a annexé MAYOTTE et divisé la république des Comores malgré de nombreuses résolutions qui la condamnent. Ces coups médiatiques des Occidentaux ne font que renforcer l'idée qu'il convient de les remplacer à la tête du monde après les avoir sanctionnés pour les nombreux crimes qu'ils ont commis.

LES DÉCLARATIONS DE LA PRÉSIDENTE DU BRÉSIL À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le Brésil « rejette avec véhémence l'escalade des préjugés islamophobes dans les pays occidentaux », a par ailleurs affirmé Mme Rousseff. « Avec la même véhémence, nous rejetons les actes terroristes ayant coûté la vie à des diplomates américains en Libye », a-t-elle ajouté. Mme Rousseff a ensuite jugé urgent d'entreprendre la réforme institutionnelle des Nations Unies, en particulier celle du Conseil de sécurité. « Nous ne pouvons pas permettre que le Conseil soit remplacé, comme cela a été le cas, par des coalitions constituées sans son accord », a-t-elle insisté, soulignant que le recours à la force sans l'autorisation du Conseil était illégal. La responsabilité de protéger doit, selon elle, être complétée par « la responsabilité tout en protégeant ». La grave crise économique qui a commencé en 2008 a pris de nouvelles formes préoccupantes, a en outre déploré Mme Rousseff. « Le choix de politiques fiscales orthodoxes a aggravé la récession dans les économies développées, avec les répercussions que l'on connaît dans les pays émergents » et selon elle, « il n'y aura pas de réponse efficace à la crise sans une meilleure coordination entre les Etats Membres de l'ONU et les organismes multilatéraux comme le G20, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. » Pour sa part, a-t-elle souligné, « le Brésil a adopté des politiques économiques prudentes, réduit sa dette publique et, grâce à des mesures sociales innovantes, sorti 40 millions de personnes de la pauvreté. » Le

Brésil a rejeté l'idée selon laquelle les mesures visant à stimuler la croissance sont incompatibles avec les plans d'austérité, a poursuivi la Présidente. « C'est un faux dilemme ». L'histoire a montré que l'austérité, quand elle est exagérée et isolée de la croissance, ne marche pas. Tout en contrôlant son inflation, le Brésil a agi vigoureusement en faveur de l'intégration sociale et de l'élimination de la pauvreté, a-t-elle insisté. « C'est de nouveau une voix de femme qui ouvre le débat de l'Assemblée générale, a également relevé Mme Rousseff. Elle a plaidé pour que les femmes sur Terre soient à l'abri de toute forme de discrimination et de violence, capables de s'émanciper et, partant, de contribuer à l'émancipation de tous. « Le multilatéralisme est plus fort après Rio+20 », a-t-elle fait remarquer enfin. Le Gouvernement brésilien s'est notamment engagé à contrôler ses émissions de gaz à effet de serre et à combattre la déforestation de la forêt amazonienne. Mme Rousseff a souhaité que les pays ayant une responsabilité historique plus importante dans le changement climatique honorent leurs obligations vis-à-vis de la communauté internationale. Le Brésil continue à œuvrer avec ses voisins pour construire un environnement de démocratie, de paix, de prospérité et de justice sociale, a assuré la Présidente. De grands progrès ont été accomplis pour intégrer la région d'Amérique latine et des Caraïbes. « L'état de droit réalisé pour renverser les régimes autoritaires est préservé et renforcé », s'est-elle félicitée. Elle a réaffirmé son engagement pour une région exempte d'armes de destruction massive et a souhaité que soit levé l'embargo imposé par les États-Unis à Cuba, « un anachronisme que condamne l'immense majorité des États Membres de l'ONU ».

OCCIDENT

LA GAUCHE FRANÇAISE POUR L'INTERVENTION OCCIDENTALE EN SYRIE

Le PCF aujourd'hui, signe un violent appel contre le gouvernement syrien. On peut y lire :

« Les manifestations pacifistes de jeunes dans toute la Syrie réclamant la démocratie depuis mars 2011 ont dévoilé la nature du régime syrien : pour rester au pouvoir en stoppant les manifestations, et punir collectivement les millions de syriens qui ont manifesté quotidiennement contre lui, le régime syrien a pris la responsabilité d'une répression criminelle et d'une confrontation armée. Depuis 18 mois, il a fait plus de 30000 victimes hommes, femmes et enfants (dont plus de 5000 pour le seul mois d'août) tout en expulsant de leurs foyers plus de 3,5 millions de Syriens, (dont 1/2

million ont pu s'échapper en Turquie, en Jordanie, au Liban ou en Irak) en bombardant les quartiers qu'il considère opposants, puis en y envoyant des mercenaires massacrer les familles. Le régime ne cessant pas ses bombardements et destructions, le nombre de Syriens sans toit risque d'augmenter dans les semaines à venir. La pluie et le froid vont aggraver l'insécurité de ces millions de victimes de la répression de masse aveugle du régime. Les considérant comme des ennemis, le régime bombarde, exécute ou enlève les déplacés rassemblés de façon visible. Grâce à l'extraordinaire mobilisation de solidarité de la société civile syrienne, la plupart des déplacés sont hébergés, cachés et nourris jusqu'à ce jour par les autres familles syriennes. Par exemple à Deraa, au sud de la Syrie, 45.000 des 60.000 habitants déplacés, après 45 jours de bombardements continus, ont pu être accueillis par les familles des environs. Mais 15.000 d'entre eux n'ont pu trouver de refuge, et restent exposés à la vengeance du pouvoir dans des écoles, des églises, des mosquées, ou dans la rue. » Et c'est signé, entre autres organisations qui se situent pour nombre d'entre elles, à « la gauche de la gauche » par : Le NPA, Nouveau Parti Anticapitaliste, le PCF, Parti Communiste Français le PG, Le Parti de Gauche.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

La prudence domine une fois de plus en Asie ce mardi matin, après de nouveaux signes de ralentissement économique en Asie et en Allemagne... A Tokyo, l'indice Nikkei cède 0,25% en fin de la séance, tandis que Hong Kong fléchit aussi de 0,10%, le Shanghai Composite recule de 0,3%, et Taiwan comme Séoul lâchent environ 0,4%. Pour sa part, Sydney baisse de 0,4%, mais Singapour gagne 0,2% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) est proche de l'équilibre (-0,05%) en début de séance. Conséquence de la crise en Europe, la situation économique de l'Asie se dégrade également... Standard & Poor's vient ainsi de revoir en baisse ses prévisions de croissance pour la zone Asie-Pacifique. En Chine, S&P prévoit désormais 7,5% (qui est aussi l'objectif des autorités chinoises) contre 8% auparavant pour 2012. Au Japon, la prévision de croissance du PIB est ramenée de 2,5% à 2% (contre 2,4% attendus par le FMI), en Corée du Sud, elle passe de 3% à 2,5%, à Singapour de 2,5% à 2,1% et à Taïwan, elle tombe de 2,5% à 1,9%.

ÉTATS UNIS

Wall Street est passée dans le rouge en deuxième partie de séance mardi, peu après la diffusion de propos d'un dirigeant de la banque centrale des Etats-Unis (Fed) remettant en cause l'efficacité de sa politique: le Dow Jones perdait 0,17% et le Nasdaq 0,19%. Vers 17H00 GMT, le Dow Jones perdait 22,94 points à 13.535,98 points et le Nasdaq 6,03 points à 3.154,75 points, alors que les indices de la place new yorkaise avaient évolué dans le vert toute la matinée.

EUROPE

À Paris, le CAC 40 .FCHI est repassé au-dessus des 3.500 points, en hausse de 0,47% à 3.513,81 points. Le Footsie britannique .FTSE a pris 0,36% et le Dax allemand un modeste 0,16%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a progressé de 0,36%.

CHANGE

L'euro gagnait du terrain face au dollar mardi, dans un marché hésitant alors que perduraient des inquiétudes sur l'économie allemande et les tensions autour de l'Espagne. Vers 18H00 GMT, l'euro valait 1,2946 dollar, contre 1,2928 dollar lundi vers 21H00 GMT. L'euro progressait également face à la monnaie nippone, à 100,77 yens contre 100,63 yens la veille. Le dollar se stabilisait face à la devise japonaise, à 77,83 yens contre 77,83 yens lundi soir. Vers 18H00 GMT, la livre britannique se stabilisait face à l'euro, à 79,79 pence pour un euro, et montait face au billet vert, à 1,6221 dollar. La devise helvétique restait presque stable face à l'euro, à 1,2109 franc suisse pour un euro, et montait face au billet vert, à 0,9354 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,3059 yuans pour un dollar contre 6,3093 yuans la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole grimpaient mardi en fin d'échanges européens, soutenus par la récente montée des tensions entre l'Iran et les pays occidentaux, qui laissaient redouter des perturbations de l'offre d'or noir au Moyen-Orient. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 111,02 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, progressant de 1,21 dollar par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 75 cents, à 92,68 dollars. Après leur recul de la veille, alimenté par un regain d'inquiétudes sur la zone euro, les prix du baril se reprenaient à la faveur d'un regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient, le dossier iranien concentrant de nouveau l'attention des opérateurs. "L'accroissement des risques sur les approvisionnements de brut, notamment en raison des tensions accrues entre l'Iran et l'Occident, a donné un coup de fouet aux prix du pétrole", observait Fawad Razaqzada, analyste du courtier GFT Markets.

PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA



MANAGEMENT ET DROIT

LE BULLETIN MUNICIPAL ET L'OPPOSITION

L'opposition ne peut plus être censurée dans un bulletin municipal. La commune, lorsqu'elle diffuse un bulletin d'information municipale, est tenue de réserver à l'opposition un espace d'expression. Dans un récent arrêt en date du 7 mai 2012 le Conseil d'État a jugé que par l'intermédiaire de son bulletin, la commune est autorisée à publier des articles rédigés par des candidats de l'opposition municipale aux prochaines élections pour annoncer leur candidature. Le Conseil d'État estime qu'une « commune ne saurait contrôler le contenu des articles publiés par l'opposition » dans le cadre qui est réservé à celle-ci. Deux justifications principales sont données à ce revirement de jurisprudence :

- d'une part, les articles susceptibles d'être regardés comme des éléments de propagande électorale de leurs auteurs, ne sont pas assimilés à des dons émanant de la commune (dons qui constitueraient une forme de participation au financement de la campagne électorale desdits auteurs) ;
- d'autre part, lesdits articles engagent seulement « la responsabilité de leurs auteurs ».

C'est un revirement de jurisprudence radical, dans la mesure où, auparavant la commune pouvait censurer les articles de l'opposition municipale qui revêtaient le caractère d'une propagande électorale en faveur d'un candidat de l'opposition. En conséquence, désormais les candidats de l'opposition aux prochaines élections peuvent publier dans un bulletin municipal sans risquer d'être censuré par la commune. Leurs publications ne sont pas assimilables à une participation par la commune au financement de la campagne électorale desdits candidats. Dans le cas d'espèce qui avait été soumis au Conseil d'État, la commune de Saint-Cloud avait fait paraître un article qui émanait de Madame D., conseillère municipale d'opposition intitulé : « Cantonales 2011 : le front national sera présent ». Selon le Conseil d'État cet article avait seulement pour but d'annoncer la candidature de Madame D. aux élections cantonales. Contrairement à ce que le Tribunal de Cergy-Pontoise avait estimé, cet article n'avait en rien altéré les résultats du scrutin. Le Conseil d'État par cette décision a donc annulé le jugement par lequel le Tribunal de Cergy-Pontoise[2] avait annulé les opérations électorales[3] organisées dans le canton de Saint-Cloud pour l'élection du conseiller général de ce canton.

NULLITÉ DU LICENCIEMENT ET DROIT À L'INTÉGRATION

La petite taille de l'entreprise et le rapport conflictuel entre les parties n'est pas de nature à faire obstacle à la réintégration du salarié qui l'a demandée en raison de la nullité de son licenciement. Un salarié en arrêt de travail à la suite d'un accident du travail a fait l'objet d'un licenciement pour faute grave. Le salarié, invoquant la nullité du licenciement en violation des articles L. 1226-9 et L. 1226-13 du Code du travail a

demandé sa réintégration. Les juges du fond ont reconnu la nullité du licenciement, mais ont débouté le salarié de sa demande en réintégration, en invoquant la petite taille de l'entreprise et les rapports conflictuels entre les parties, qui rendaient la réintégration impossible. Décision censurée par la Cour de cassation, qui rappelle que lorsque le licenciement est nul, le salarié a droit à réintégration dans son emploi ou, à défaut dans un emploi équivalent. Pour elle, l'argumentation invoquée par les juges du fond ne caractérisait pas une impossibilité pour l'employeur de réintégrer le salarié dans son emploi ou un emploi équivalent. Sur la nullité du licenciement et le droit à réintégration, v. Lamy social 2012, n° 2944 et s. Cass. soc., 11 juill. 2012, n° 10-23.831, D

PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM

Suivez Nous sur }
facebook

Suivez Nous sur }
facebook

Suivez Nous sur }
facebook



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire (**1120 net**).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

POPULATION

POPULATION 2010: 407 205 habitants

OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand (3,1)

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

PRIX

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN JUILLET : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN JUILLET :NC

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

PRÉPARÉE PAR L 'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

Suivez Nous sur }
facebook



Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire

LA NATION

LE REGARD DES GUADELOUPÉENS

SUR LA GUADELOUPE

ET

SUR LE MONDE